



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRÊTÉ N°014/2026
du 22/01/2026

Portant modification temporaire du stationnement 109 avenue Charles Dupuy

Nomenclature	6-1 – Liberté publique et pouvoir de police
--------------	---

Le Maire de BRIVES-CHARENSAC,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2213-1 et L2212-2

VU le Code de la Route et notamment son article R 411-8,

VU l'arrêté municipal du 30 novembre 2005 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement à BRIVES-CHARENSAC,

VU la demande en date du 21 janvier 2026 formulée par l'entreprise DEMECO déménagement afin de procéder à des travaux de déménagement sis 109 avenue Charles Dupuy 43700 BRIVES CHARENSAC

Considérant que ces travaux nécessitent une autorisation de stationner au plus près de cette habitation.

ARRÊTE

Article 1

L'entreprise DEMECO déménagement est autorisée à stationner un camion Poids-lourd à hauteur du N°109 avenue Charles Dupuy à Brives-Charensac.

Période : **Le mercredi 28 janvier 2026 de 08h00 à 17h00** afin de procéder aux travaux de déménagement.

Article 2

Le véhicule devra être pré-signalé

La signalisation correspondante sera mise en place par les soins de l'entreprise DEMECO déménagement
L'installation devra permettre la libre circulation des piétons et des automobilistes en chaussée réduite.

Article 3

Le droit des tiers est préservé.

Article 4

La signalisation correspondante sera mise en place par les soins de l'entreprise DEMECO déménagement afin interdire le stationnement aux usagers sur 4 places de stationnement.

Article 5

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale
- Les déménageurs DEMECO – chemin des Chaleyeres 42100 SAINT ETIENNE (*mail : caroline.christin@demecodulac.com*)
- M. le directeur des services techniques de la commune

Fait à Brives-Charensac, le 22 janvier 2026.

Le maire,
Gilles DELABRE.

Le Maire ,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification

